

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes — En traite à forfait —

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON SAISONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grand-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas-Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. PARDON et FILS, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 15, 7 19, 8 47, 9 47, 11 47, m., 12 24, 2 02, 3 39, 5 18, 6 45, 7 33, 8 32, 9 33, 11 41, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 47, 11 23, m., 1 19, 2 39, 4 58, 5 38, 7 17, 8 18, 10 22, 11 15. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 22, 9 58, 11 05, 12 57, 2 13, 4 40, 5 20, 6 55, 8 00, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 7 10, 8 08, 9 40, 11 31, 12 15, 1 55, 3 31, 5 08, 6 06, 7 24, 8 33, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 52, 9 22, 11 20, 11 57, 3 13, 4 47, 5 49, 7 02, 9 05. DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 28 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 01 soir.

BOURSE DE PARIS
DU 23 OCTOBRE

3 0/0	62 30
4 1/2	89 50
Emprunts (5 0/0)	99 95

DU 24 OCTOBRE

3 0/0	62 40
4 1/2	89 75
Emprunts (5 0/0)	100 10

ROUBAIX, 24 OCTOBRE 1874

DÉPARTEMENT DU NORD
Election du 8 novembre 1874.

CANDIDAT CONSERVATEUR

M. Constant FIEVET

Membre du Conseil général,
Maire de Masny (arrondissement de Douai),
Agriculteur, Industriel,
Officier de la Légion d'honneur.

Mes chers concitoyens,

Vous êtes appelés à élire un député en remplacement du regretté M. de Brigode, qu'une mort prématurée a enlevé au pays.

Après une longue résistance, je me suis déterminé à accepter la candidature que de nombreux amis sont venus m'offrir. J'espère qu'elle pourra rallier tout le parti conservateur.

Je ne suis pas homme de parti; sans ambition ni pour moi ni pour les miens, je ne me laisserai jamais guider dans les résolutions que je pourrai être appelé à prendre par aucun autre intérêt que celui du bonheur de mon pays.

Fièvre d'un soldat qui a versé tout son sang pour la patrie, je m'inspirerai de mon dévouement pour le servir.

Je sais, comme je l'ai toujours été, le défenseur de la religion, de l'ordre et de la liberté.

J'ai consacré plus de quarante ans de ma vie à l'agriculture et aux industries agricoles; je connais les besoins des populations rurales au milieu desquelles j'ai vécu.

Industriel, travailleur moi-même, je sais ce que les ouvriers peuvent espérer et attendre d'un gouvernement fort et respecté.

Je comprends surtout la nécessité de faire pénétrer dans les villes et dans les campagnes l'instruction appuyée sur la morale et sur la religion. Aucune question n'est plus digne de la sollicitude des pouvoirs publics.

Les passions révolutionnaires qui agitent constamment le pays trouveront en moi un adversaire résolu; je soutiendrai énergiquement le maréchal de Mac-Mahon, qui saura les contenir.

Je coopérerai de toutes mes forces à l'organisation des pouvoirs dont le vaillant chef de l'Etat a besoin pour accomplir la mission qui a été confiée à son patriotisme.

Six années de ce gouvernement réparateur, prenant son point d'appui sur l'ensemble des forces conservatrices, remèneront, j'en ai la confiance, avec le calme de la sécurité, une nouvelle ère de prospérité. La France, forte et recueillie, pourra alors, avec l'aide de Dieu, et dans la plénitude de sa souveraineté, choisir le régime sous lequel elle veut vivre.

FIEVET,
agriculteur, maire de Masny,
membre du Conseil général.

M. Fievet a adressé à M. Kolb Bernard la réponse suivante à la lettre que nous avons publiée dans un de nos derniers numéros:

Masny, 19 octobre 1874.

Monsieur Kolb-Bernard,

Je viens de lire, dans l'Emancipateur de Cambrai, la lettre que vous avez adressée à l'un de vos amis.

Je suis profondément touché du témoignage de sympathie que vous me donnez; je pense, comme vous, que, dans les temps malheureux que nous traversons, tous les hommes d'ordre doivent avoir assez de patriotisme pour faire abstraction de leurs préférences personnelles et rester unis devant l'ennemi commun.

Recevez, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

Signé: FIEVET.

M. Fievet est bien connu dans notre département et les titres qui le recommandent à la confiance des électeurs sont des plus méritoires.

Fils de ses œuvres, M. Constant Fievet, a consacré une grande partie de son existence à l'étude et à la solution

de tous les problèmes agricoles et industriels.

Le grade de chevalier de la Légion d'honneur en 1862, à la suite de l'exposition de Londres, la prime d'honneur au concours régional de 1863, le grand prix en 1867 à la suite de l'exposition de Paris, le grade d'officier de la Légion d'honneur en 1870, telles sont les hautes et justes récompenses décernées successivement à ses persévérants efforts, et on peut dire que son dévouement à la cause de l'industrie et de l'agriculture.

Da reste, rien ne peut mettre mieux en relief la vie de l'honorable candidat que le discours qu'il a prononcé par M. Lefour au grand comice régional du Nord en 1863:

Le nom du lauréat de la prime d'honneur, vous l'avez connu depuis quelques jours, Messieurs; mais depuis trente ans, ses travaux sont appréciés par le département du Nord tout entier.

M. Fievet de Masny est la personnification de cette agriculture du Nord, à la fois industrielle et rurale, que nous avons vu successivement se créer et grandir, empruntant tour à tour à la science, aux méthodes les plus parfaites, à l'industrie ses plus puissants moyens d'action, ses inventions les plus ingénieuses.

A dix-huit ans, M. Fievet, que la mort venait de priver de la tutelle paternelle, prenait la direction d'une de ces fermes du Nord, cultivées d'après une pratique ancienne, bonne sans doute, mais terre à terre. Doué d'un esprit vif et pénétrant, d'une intelligente activité, le jeune cultivateur sentit bientôt se développer chez lui des aspirations vers le progrès agricole.

L'un des premiers, il entrevit l'avenir de l'industrie agricole et fonda une fabrique dans laquelle se produiraient, à mesure de leur application, tous les progrès de cette belle industrie, dont le génie de Napoléon avait deviné la portée, et qui devait fonder l'une des branches de la richesse du pays. M. Fievet porta dans la culture la même ardeur de perfectionnement.

De bonne heure, il comprit la puissance du capital appliqué au sol et de la production maxima. Une partie de ses terres étaient inertes et froides, il les assainit par le drainage.

Plus tard, le drainage lui fournit encore un moyen ingénieux pour retenir sur le sol les principes fécondants contenus dans les vinasses de distillation qui étaient jetées dans les cours d'eau publics et devenaient ainsi une cause d'insalubrité déplorable. C'était une pensée heureuse, que d'associer ainsi l'industrie à la culture pour des services réciproques.

Sous l'empire de la même idée, M. Fievet a trouvé dans sa fabrique de sucre un auxiliaire puissant de fertilisation.

Le procédé de fabrication par l'appareil à triple effet exigeait l'emploi de près de 20,000 hectolitres d'eau par jour. Pour un homme ordinaire, c'eût été un embarras que d'écouler cette masse considérable; mais l'esprit inventif de M. Fievet trouve un emploi fécond. Ces eaux vont se répandre dans toutes les parties de la fabrique, qu'elles nettoient en se chargeant de matières fertilisantes, des limons, des écumes, des noirs; puis dirigées par des fossés, des rigoles et un billonnage habilement combiné, elles vont s'écouler dans la plaine; plus de 40 hectares reçoivent ainsi une fertilisation telle que tout autre engrais y est désormais superflu.

Je ne vous parlerai pas, Messieurs, de la culture de Masny, amenée aujourd'hui à un maximum que nous n'avons rencontré nulle part: les betteraves, le froment, le lin, donnent des rendements au-dessus de toute moyenne agricole, sur une terre qui ne se repose jamais, qui nourrit une tête et demie de bétail par hectare.

Je n'insisterai pas davantage, Messieurs, sur les constructions rurales qui font de la ferme de Masny une des exploitations les plus complètes par son ensemble et les ingénieux détails qui se rencontrent à chaque pas.

Il me suffit de dire que le jury a été unanime.

En accordant la prime d'honneur à M. Fievet, il a voulu constater non seulement des résultats acquis, mais couronner une carrière de trente années d'une vie de travail et de loyauté. Le jury a voulu encore mettre en relief l'une de ces vieilles familles agricoles, comme on en trouve dans le Nord, au sein desquelles se forment, sous l'influence d'une éducation solide et sévère, non-seulement des cultivateurs habiles, mais qui fournissent encore à la justice les meilleurs magistrats; à l'armée ses chefs; à l'industrie ses fabricants, et ses entrepreneurs d'élite.

Les quatre frères Fievet réalisent en effet cette quadruple alliance du cultivateur, du soldat, du magistrat, de l'industriel, et ce n'est pas une des moindres gloires de l'agriculture de voir ainsi se retremper, au sein de la famille agricole, les forces vives de la nation.

Un de ces quatre frères a glorieusement répondu sept ans après à cet éloge des siens. En septembre 1870, le premier ouvrier prussien qui incendia Suasbourg tua aux avant-postes le général Fievet.

Un journal très-important de Vienne, le Vaterland, publie sur la situation de l'Europe un article qui confirme et complète les renseignements que donnait dernièrement le Standard. Nous avons lieu de croire que l'auteur de cet article est très-exactement informé des dispositions des cours de l'Europe:

Il s'agit de multiplier, les signes précurseurs de l'orage: Considéré sous ce point de vue, la Note de Madrid présente un intérêt universel. Autrement, par elle-même, et vu le gouvernement dont elle émane, elle mériterait peu de fixer l'attention. Un journal français (le Journal des Débats), compare, avec beaucoup de raison, Serrano à un écuyer qui devient provocateur, parce qu'il sent derrière lui un plus grand et un plus fort. C'est cette circonstance qui fait le danger de la situation, et cette situation vient d'être mise en pleine lumière par les récents exercices de plume de Serrano. Bismarck veut la guerre. Sans cesse, il provoque la France.

Le gouvernement français, sans aucun doute, opposera à cette nouvelle provocation une patience inaltérable; mais la patience a ses limites. Une irritation bien naturelle commence déjà à se faire sentir dans toutes les classes de la population française au sujet des agissements inqualifiables de l'agence prussienne à Madrid. Les journaux républicains eux-mêmes, qui jusqu'à présent faisaient les yeux doux à Serrano, se rapprochent du gouvernement. Il est des moments, en effet, où les querelles des partis, même les plus violentes, s'effacent devant les dangers du dehors.

En France, on paraît entrer dans cette voie. Les révélations récentes venues de Berlin l'exigent impérieusement, dès l'instant que les diplomates prussiens ne craignent pas de publier au grand jour leur ardent désir, jusqu'alors soigneusement caché, que en France il y ait de fréquents changements de gouvernement, il ne peut plus y avoir à Paris qu'un nouveau Catilina qui puisse tenter de renverser le gouvernement.

Si tout principe politique n'est pas détruit là-bas, l'effet direct de ces révélations et de ces provocations doit être tout d'abord l'affermissement des pouvoirs de Mac-Mahon. Tous les partis, sous une menace de guerre, se grouperont autour de celui qui, pour le moment, est le chef de l'Etat, et journalieront leurs différends.

Dans ce cas, une guerre que la France aurait à soutenir contre la Prusse pourrait n'être pas tout à fait une guerre de désespoir. On ne saurait toutefois en demeurer les spectateurs indifférents. La réorganisation de l'armée française n'est pas encore achevée. L'Allemagne prussienne, au contraire, a complété ses préparatifs militaires sur une échelle colossale. L'ambition de l'empereur Guillaume est de faire des Allemands un peuple en armes, et ce but paraît près d'être atteint. Une nouvelle défaite de la France paraît donc tout à fait probable. Mais quelle puissance peut avoir intérêt à un nouvel amoindrissement de la France? N'est-il pas, au contraire, d'un intérêt vital pour toutes que la Prusse ne devienne plus grande et plus dangereuse?

La politique courante acceptée sans doute que la Prusse a tout lieu d'être satisfaite et n'a nul désir de voler à d'autres conquêtes. Mais l'histoire est là qui nous enseigne qu'un Etat conquérant ne saurait volontairement fixer des limites à son extension. Quand Alexandre eut établi sa domination sur les contrées grecques-asiatiques, il convoita les Indes. L'empire romain était trop petit pour César. Charlemagne ne voulait voir aucun roi à ses côtés. Henri IV rêva de république universelle avec la France pour chef. Napoléon I^{er} eut poussé jusqu'au Gange s'il ne s'en fut brisé sur les côtes de Syrie et à Moscou.

Pourquoi donc la politique de Bismarck serait-elle exempte de ces égarements qui caractérisaient tous les Etats conquérants? Le margrave de Brandebourg n'a-t-il pas prospéré d'une manière assez rapide et assez surprenante pour justifier des prétentions au premier rang comme puissance et étendue de territoire? De nombreux indices ne nous montrent-ils pas qu'à Berlin on est bien éloigné de se tenir pour satisfait et que l'on n'entend nullement se retirer d'affaires.

Il faut reconnaître aussi qu'à aucune époque la situation internationale n'offrit pareilles chances à l'ambition des conquérants. Au moyen-âge, le Pape, symbole de l'unité, était l'arbitre des Etats européens. Depuis le traité de Westphalie, on essaya d'assurer la paix par la théorie de l'équilibre européen. Depuis le congrès de Vienne, la sainte-alliance s'efforça d'obtenir à toute modification radicale. De tout temps, on avait reconnu une certaine solidarité entre les différents Etats de l'Europe.

Ce lien est rompu par la doctrine moderne de non-intervention. Le faible est à la merci du fort.

De plus en plus, l'histoire de l'humanité s'identifie avec celle du règne animal. Le darwinisme triomphe non-seulement dans l'ordre naturel, mais encore dans l'ordre politique. La Prusse est un brochet dans un étang de carpes; elle s'appête à dévorer la France. Qui ne le voit pas mérite d'être rejointe le comte d'Arnim sous les verrous. Il faut avouer que d'Arnim n'était pas de

taille à représenter les idées de Bismarck. Nous en trouvons la preuve dans ce fait, qu'il était d'avis de prolonger l'occupation, alors que Bismarck songeait à une nouvelle attaque contre la France, il était de l'intérêt de la Prusse de hâter le plus possible l'évacuation et la liquidation des derniers milliards.

La vanité de M. Thiers, qui le poussa à revendiquer au plus vite l'honneur de la libération du sol sans souci de l'avenir, paraît avoir bien servi la politique de Bismarck, qui voulait la diplomatie de d'Arnim, qui ne savait point comprendre la pensée du maître. A partir du jour où cessa l'occupation commençaient les provocations prussiennes. Il était visible qu'à Berlin on n'attendait que le paiement des cinq milliards pour entamer une nouvelle affaire du même genre.

Depuis la reconnaissance de Serrano, le jeu de Bismarck s'est à découvert. Combattre le principe de la légitimité menacé dans Charles VII n'était évidemment pas l'unique mobile de la politique prussienne.

On voulait avoir en Espagne, pour le lacher contre la France, un allié, un agent provocateur, le pendant de celui que l'on sut si bien découvrir en Italie en 1866 pour l'opposer à l'Autriche. Bismarck est pressé. Soit qu'il appréhende pour lui-même ou pour d'autres la brièveté de la vie humaine, soit que l'habitude d'apaiser tous les quatre ans sa soif de conquête devienne pour lui un principe, toujours est-il que de nombreux présages nous font croire que l'on est à la veille d'une nouvelle guerre.

Peut-être bien faut-il placer en première ligne la haine qu'aurait Bismarck d'exploiter une fois encore l'alliance chancelante de la Russie avant qu'elle ne lui échappe tout à fait. Dans une guerre avec la France le czar Alexandre II observerait peut-être encore vis-à-vis de la Prusse la même neutralité bienveillante qu'autrefois, mais on ne saurait plus compter sur Alexandre III. On peut donc s'expliquer l'inquiétude nerveuse et hâtive de Bismarck.

En outre, le nouvel empire allemand prussianisé est bouleversé de fond en comble. Quand des évènements, des diplomates de premier ordre peuplent les prisons, l'envie peut bien rattraper de faire sauter encore une fois la banque, pour ensuite s'en revenir triomphant avec argent et amnistie. Il faudrait cependant désespérer de la venue de l'Europe si l'on pouvait croire que les autres Etats fussent témoins d'une nouvelle agression sans intervenir en attendant tranquillement leur tour.

Les Frères en Lorraine

Les lois de persécution rendues par la Prusse contre les catholiques ont atteint les congrégations religieuses de l'Alsace et de la Lorraine. Les frères des écoles chrétiennes ont été expulsés du territoire en même temps que les jésuites. L'autorité prussienne a porté les premiers coups contre les institutions catholiques, les plus dévouées au bien public et les plus puissantes par leurs bienfaits.

A la nouvelle qui annonçait l'expulsion des frères des écoles chrétiennes, le conseil municipal de Metz prit une résolution par laquelle il sollicitait de l'autorité prussienne une exception en faveur des frères de la ville. Le président de la Lorraine a répondu par les observations suivantes à la prière des conseillers municipaux:

1^o La suppression des frères des écoles chrétiennes est une mesure générale prise pour toutes les écoles publiques, et une exception en faveur des écoles de Metz est inadmissible.

2^o Le droit formel de cette mesure est incontestable; les instituteurs congréganistes sont simplement tolérés; et, ce titre, peuvent être supprimés quand le gouvernement le juge nécessaire.

3^o La réclamation réitérée du conseil municipal ne peut donc être prise en considération, et il sera donc donné suite à ma décision du 26 juillet.

4^o Le conseil municipal, en déclarant qu'il n'accepte aucune responsabilité au sujet du rejet de sa réclamation, est sorti de ses attributions; il n'a pas à intervenir au sujet des démissions ou de révocation d'instituteurs, quand elles sont décrétées par l'autorité supérieure, qui est seule compétente.

La demande du conseil municipal était péremptoirement refusée. Le conseil municipal n'a cependant pas gardé le silence devant une réponse si froide et si injuste. Chargé de veiller aux intérêts des habitants de la ville, ne pouvant, après la décision de l'autorité supérieure, les faire respecter, il a protesté de ses regrets et de son impuissance en rendant aux Frères des écoles chrétiennes le plus juste et le plus flatteur hommage. Les conseillers, à l'unanimité, ont signé la délibération suivante:

Le conseil voit à regret disparaître de nos écoles municipales des instituteurs dont

le caractère honorable, le rare et modeste dévouement sont toujours restés à la hauteur de la mission qui leur était confiée.

Depuis plus de soixante ans, les Frères des écoles chrétiennes remplissent cette mission à la satisfaction de nos populations, et le conseil ne saurait, sans méconnaître les services rendus, hésiter à donner un témoignage d'estime et de reconnaissance souvenir à ceux qui ont constamment prouvé qu'il était mérité, mais: Considérant que sous l'empire de la législation qui nous régit, les termes de la réponse de l'autorité supérieure rendent inutile toute nouvelle insistence de la part du conseil...

Le maire et les adjoints de la ville ont ensuite communiqué cette délibération aux frères expulsés. Nous nous plaignons à citer la lettre qui l'accompagnait:

Mairie de la ville de Metz (Lorraine)
Metz, le 30 septembre 1874.

Messieurs et chers frères,
Nous avons l'honneur de vous adresser sous ce pli un extrait de la délibération du conseil municipal de Metz dans sa séance du 23 septembre courant.

Si les termes de cette délibération témoignent de regrets que nous laissons votre éloignement de nos écoles, ils affirment en outre que nous avions su apprécier le dévouement dont vous avez fait preuve dans l'exercice des fonctions qui vous étaient confiées.

Les résultats que vous avez obtenus sous le double rapport de l'instruction et de la moralité de vos élèves, justifient la reconnaissance de la population et la nôtre: elle vous demeure acquise à juste titre, et le souvenir que vous laissez parmi nous, est de nature à adoucir l'amertume de vos regrets; nous les comprenons d'autant mieux que nous savons combien vous étiez attachés de cœur à cette jeunesse dont vous avez su, à la fois, vous faire aimer et respecter.

Puisse ce témoignage d'estime et de sympathie atténuer pour vous les amertumes de l'exil et soutenir votre courage! On est bien fort, chers frères, quand on s'inspire de l'esprit du divin maître, et nous savons que personne mieux que vous n'a su s'en pénétrer.

A vous donc, chers frères, l'expression de nos meilleurs sentiments; tous nos vœux vous accompagneront.

Le maire de Metz,
GAUTHIER, JEANDELISE, PAUL BEZANSON,
HUMBERT.

Si les Frères des écoles chrétiennes pouvaient être consolés d'être expulsés d'un champ d'action qu'ils ont fécondé, ce témoignage des représentants d'une ville calmerait leurs regrets.

Maintenant, ces instituteurs dévoués rentrent en France. Ils vont se trouver en face de la même haine qui les a chassés de la Lorraine. Les républicains français les combattront avec autant de violence que l'ont fait les journaux de M. de Bismarck.

Les Frères n'en continueront pas moins leur œuvre d'abnégation, jusqu'au jour où M. Gambetta, digne émule du chancelier allemand, devenu omnipotent, les extirpera avec la lêpre dévorante du clergé!

M. le duc de Padoue adresse la lettre suivante aux électeurs du département de Seine-et-Oise:

Messieurs et chers concitoyens,
La lutte est terminée; 45,000 suffrages ont été donnés au candidat de l'Appel au Peuple; je vous remercie de votre énergique concours. Malgré les manœuvres de toute nature, malgré la révocation prononcée, à la dernière heure, contre le maire de l'humble commune de Courson l'Aunay, vous êtes restés fidèles au drapeau que j'avais l'honneur de porter. Les injures, les calomnies de nos adversaires n'ont pas eu sur vous plus d'effet que les actes d'intimidation de l'administration préfectorale.

Les populations de Seine-et-Oise ont ainsi affirmé avec éclat leurs sentiments d'inébranlable attachement au passé, leur ferme confiance dans l'avenir de la cause dont j'étais le représentant. Dans un grand nombre de communes, la majorité nous a été acquise, bien que les conservateurs timides aient été éloignés des urnes par l'abus de pouvoir qui, à la veille de l'élection, violait en moi, au profit de mon concurrent, l'immunité et l'indépendance du candidat; ce sont les villes qui, égarées par les calomnies et par les promesses trompeuses de nos adversaires, ont donné la majorité au candidat de la république. Mais, nous avons prouvé quelle est notre force; marchons toujours unis et confiants; peu à peu, les erreurs se dissipent, les esprits égarés reviennent à une juste appréciation des faits et des hommes.

L'appel direct à la nation s'imposera, tôt ou tard, à tous les partis, et de cette manifestation de la souveraineté nationale sortira le succès de nos espérances et le salut du pays.

DUC DE PADOUÉ,
Membre du conseil général de Seine-et-Oise.

21 octobre 1874.